Trump II : le choc des idéologies

Par **Laurence Nardon**

Laurence Nardon est responsable du programme Amériques de l'Ifri.

L'administration Trump II agrège des courants idéologiques très différents, voire opposés : populisme d'extrême droite, droite chrétienne réactionnaire, paléo-libertarisme ou encore tech-libertarisme. Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, ce sont les mesures populistes qui ont été les plus visibles. En effet, l'autorité du président a été renforcée, les contre-pouvoirs ont été affaiblis, une politique identitaire a été engagée et un nationalisme économique a été mis en place.

politique étrangère

Depuis janvier 2025, l'administration Trump II semble avoir renoué avec le style et le rythme de l'administration Trump I entre janvier 2017 et janvier 2021. Elle produit un flot incessant d'actualités, faites d'annonces radicales sur les sujets les plus divers mais aussi d'imprécations et de revirements[1]. Au-delà des apparences, elle part sur des bases bien différentes de celles du premier mandat : celles d'un projet politique beaucoup plus résolu sur le fond, mieux préparé et mieux exécuté. D'abord grâce à l'imposante feuille de route que constituent les 922 pages du *Project 2025*, le programme coordonné par la Heritage Foundation ; ensuite grâce aux responsables triés sur le volet nommés en début d'année.

Comment le président Trump mobilise-t-il cette fois-ci les idées de son camp ? Aux courants anciens de l'extrême droite déjà présents à ses côtés en 2016 – le populisme radical et l'ultra-conservatisme religieux – s'ajoute un relatif nouveau venu dans son horizon idéologique : le libertarisme. Le *Project 2025* regroupe les travaux et propositions de nombreux centres

1. La communication chaotique de l'administration Trump est souvent taxée d'amateurisme, mais pourrait relever d'une manipulation délibérée de l'opinion publique. A. Yuhas, « Smoke and Mirrors: How Trump Manipulates the Media and Opponents », *The Guardian*, 18 janvier 2017.

de réflexion et d'auteurs relevant de ces diverses obédiences, qui s'avèrent contradictoires sur bien des aspects.

À l'été 2025, quels projets concrets liés à chacune de ces idéologies sont d'ores et déjà engagés par l'administration ? Sera-t-il possible de les faire fonctionner ensemble jusqu'aux élections de 2028 ? Quelle pourrait être, en particulier, la part des mesures libertariennes après le départ du *special government employee* Elon Musk en mai 2025 ?

Le populisme d'extrême droite : une demande d'autorité et de fermeture

Un courant politique ancien aux États-Unis

La crise des *subprimes* de 2007-2008 avait éveillé une colère populaire qui s'est exprimée dans le mouvement des *Tea Parties* dès 2009. Cette révolte fiscale a fourni aux laissés-pour-compte de la classe moyenne des mots d'ordre anti-élites, anti-immigration et anti-libre-échange, sur lesquels le trumpisme a prospéré.

Si une droite radicale et populiste s'impose alors dans le paysage politique américain, ses idées y ont cependant toujours été présentes, à plus ou moins bas bruit. En témoigne la longue histoire des sentiments xénophobes aux États-Unis : anti-allemands dès l'époque coloniale, plus largement anti-catholiques avec le parti des Know Nothing des années 1840-1850, puis anti-chinois à la fin du siècle et anti-latinos aujourd'hui. La généalogie du populisme américain nous ramène quant à elle à la politique anti-élites et agrarienne du président Andrew Jackson dans les années 1830, puis du People's Party des années 1890.

Quant au suprémacisme blanc, il a conduit sept États du sud à faire sécession en 1860-1861, déclenchant une guerre civile meurtrière… Par la suite, dans les années 1920 et 1930, quelques personnages inspirés par les mouvements fascistes italien et allemand ont eu un moment de notoriété, tel l'élu de Louisiane Huey Pierce Long, au moment où le Ku Klux Klan connaissait, de son côté, son âge d'or. Mais leurs thèses ont perdu leur influence face au grand mouvement progressiste qui a débuté avec le *New Deal* des années 1930 puis l'engagement dans la Seconde Guerre mondiale.

Le conservatisme radical ne disparaît pas, cependant, profitant même des craintes et oppositions suscitées par les évolutions sociétales des années 1960. Il tente un premier retour avec Barry Goldwater lors des

élections présidentielles de 1964. Le candidat républicain fait campagne sur des thèmes réactionnaires mais perd face au Démocrate Lyndon Johnson. Un réarmement intellectuel se produit à la droite du spectre politique dans les années 1970 (la Heritage Foundation, par exemple, voit le jour en 1973), qui porte ses fruits en 1980 avec la victoire de Reagan[2]. Parmi les nombreuses personnalités conservatrices qui ont joué un rôle dans cette évolution, Newt Gingrich représente l'État de Géorgie à la Chambre des représentants de 1979 à 1999. Lors de la campagne pour les élections de mi-mandat de 1994, il lance le *Contract with America*, dont les dix mesures conservatrices contribuent à la victoire des Républicains à la Chambre cette année-là. Gingrich est l'un des premiers membres de l'*establishment* républicain à soutenir Trump lors de sa campagne en 2016. Il fait ainsi le lien avec les nouvelles générations trumpistes, dont Steve Bannon, chantre du retour assumé et résolu des idées d'extrême droite au centre du débat politique américain.

En 2025, c'est tout un réseau de *think tanks* très conservateurs qui fournit son socle intellectuel à l'administration Trump. Au-delà de Heritage, on y compte le Claremont Institute, le cycle de conférences nationales-conservatrices (dites *NatCons*) ou le America First Policy Institute, fondé en 2021[3]. Ils ont préparé le second mandat de Trump et listé un certain nombre de mesures à mettre en œuvre immédiatement.

Trois ensembles de mesures populistes engagés à l'été 2025

Renforcer l'autorité du président

L'une des idées clés du populisme est que le peuple souverain serait régulièrement trahi par les institutions censées défendre ses intérêts – élus du corps législatif, juges ou médias et, plus largement, élites du pays. Il ne peut être véritablement représenté que par un dirigeant tirant sa légitimité d'une élection récente. Ce dernier, qu'il soit qualifié d'homme providentiel ou de leader charismatique, est donc légitime à concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. C'est l'évolution la plus marquante en cours à Washington depuis janvier 2025 avec, d'une part, un net affaiblissement du principe de séparation des pouvoirs (*checks and balances*) mais aussi un renforcement des prérogatives du président vis-à-vis de l'administration fédérale.

---

2. D. Sandbrook, *Mad as Hell: The Crisis of the 1970's and the Rise of the Populist Right*, New York, Knopf, 2011.
3. M. Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la "nouvelle droite" américaine ? », *Potomac Paper*, nº 47, Ifri, 10 mars 2023.

L'affaiblissement des contre-pouvoirs se manifeste d'abord au Congrès. Le président menace régulièrement les élus de son camp, s'ils osent exprimer des critiques, de financer des concurrents plus radicaux lors de futures primaires républicaines. C'est en partie grâce à ces intimidations que la grande loi fiscale et budgétaire de Donald Trump (dite *One Big Beautiful Bill Act*, OBBBA) a été votée par les deux chambres début juillet. Les plus pessimistes parmi les observateurs des dérives illibérales du trumpisme annoncent pour leur part que les élections de mi-mandat de novembre 2026 pourraient être suspendues, afin d'éviter au président un éventuel désaveu dans les urnes. Il suffirait, selon eux, que des commissions d'enquête du Congrès concluent à l'existence de dysfonctionnements sévères du système électoral, nécessitant un report des élections en attendant une réorganisation. Le fondement constitutionnel d'un tel développement semble pourtant fragile, puisque les élections sont gérées par les États fédérés et non depuis Washington.

De son côté, la Cour suprême, dont on sait qu'elle a désormais une majorité de six juges conservateurs sur neuf, dont trois nommés par Trump, vient de réduire les pouvoirs des juges des juridictions fédérales inférieures vis-à-vis du président. Avec la décision *Trump v. CASA, Inc.* du 27 juin 2025, elle entrave leur capacité à poser des limites nationales aux *executive orders* présidentiels (le cas d'espèce concerne trois cours de district qui avaient bloqué le décret émis par le président le jour même de son investiture du 20 janvier, abrogeant le droit du sol aux États-Unis).

Le président élargit ses prérogatives vis-à-vis de l'administration fédérale

Donald Trump élargit également ses prérogatives vis-à-vis de l'administration fédérale. Il s'appuie pour cela sur la théorie juridique de l'« exécutif unitaire », qui réinterprète l'article 2 de la Constitution, consacré au pouvoir exécutif, comme donnant toute autorité au président sur le reste de la branche exécutive. C'est ainsi que, dès le 20 janvier, il a remis en place la classification dite « Schedule F », qui fait des emplois de fonctionnaires fédéraux des postes licenciables à volonté, bien au-delà de l'habituel *spoil system*. Pendant les premiers mois de l'administration, le nouvellement créé département de l'Efficacité gouvernementale (*Department of Government Efficiency*, DOGE) a procédé, sous l'autorité d'Elon Musk, a une réduction massive du nombre de fonctionnaires fédéraux des agences et ministères. On estime à la fin du printemps que 260 000 départs ont été organisés, regroupant des licenciements, des départs volontaires et un gel du recrutement[4].

4. « US Federal Employment Drops Again as DOGE Cuts Stack Up », Reuters, 2 mai 2025.

Dans le même mouvement, le DOGE a engagé une offensive plus précise contre certains ministères et agences fédérales : l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a officiellement fermé le 1er juillet 2025 ; le Bureau de protection des consommateurs de produits financiers et le département de l'Éducation[5] voient leurs effectifs et leurs prérogatives drastiquement réduits, ainsi que l'Agence pour la protection de l'environnement et l'Agence d'observation océanique et atmosphérique. Reste à savoir comment cet effort va se poursuivre après le départ d'Elon Musk en mai 2025, alors que de nombreux recours juridiques ont été déposés.

Enfin, le président Trump s'est fait ovationner par la foule de soldats qui assistait à son discours du 10 juin à Fort Bragg, à l'occasion de la célébration des 250 ans de la création de l'armée de Terre américaine. Ces acclamations – arrangées à l'avance car il s'avère que les soldats avaient été soigneusement sélectionnés[6] – s'inscrivent en contradiction totale avec le principe de neutralité des forces armées en démocratie…

Engager une politique identitaire

La lutte contre l'immigration est l'un des thèmes principaux du mouvement MAGA. Face à l'évolution démographique du pays, mesurée par le Bureau du recensement et génératrice, semble-t-il, d'angoisses identitaires, il s'agit de restaurer le profil d'une Amérique plus traditionnelle, c'est-à-dire plus caucasienne. Cette politique est indissociable d'une vision décliniste, voire catastrophiste, de la modernité.

L'administration Trump met en place deux politiques distinctes. Il faut d'une part limiter les arrivées de candidats à l'immigration. Le droit d'asile a ainsi été restreint par une proclamation présidentielle du 20 janvier[7] puis, en juillet, l'OBBBA a attribué 31 milliards de dollars à la police des frontières et 45 milliards à la construction du mur avec le Mexique sur les dix prochaines années, entre autres dépenses liées à la restriction de l'immigration.

---

5. L. Nardon, « À quoi sert le ministère de l'Éducation que Donald Trump veut démanteler ? », *New Deal*, podcast Ifri-Slate-TTSO, 26 mars 2025.
6. « Selon *Military.com* [K. Toropin et S. Beynon, « Bragg Soldiers Who Cheered Trump's Political Attacks While on Uniform Were Checked for Allegiance, Appearance », *Military.com*, 11 juin 2025], un média américain spécialiste des questions de défense, "les soldats de Bragg qui ont applaudi les attaques politiques de Trump alors qu'ils étaient en uniforme ont été sélectionnés en fonction de leur loyauté et de leur apparence". », cité dans « Trump veut-il s'approprier l'armée américaine ? Le discours intégral à Fort Bragg », *Le Grand Continent*, 14 juin 2025.
7. Un juge fédéral a abrogé la proclamation sur le droit d'asile le 2 juillet 2025. La Maison-Blanche devrait faire appel.

L'autre politique consiste à renvoyer chez eux les sans-papiers déjà présents, parfois depuis de longues années, aux États-Unis. Face aux manifestations lors de rafles d'illégaux en Californie, le président a déployé la Garde nationale début juin. Il a par ailleurs relancé son effort de 2017 pour inclure dans les formulaires du Bureau du recensement une question sur la citoyenneté des personnes interrogées. Enfin, le décret de janvier par lequel Trump remet en cause l'un des principes les plus importants du pays, le droit du sol, fait l'objet de nombreux recours juridiques. La décision *Trump v. CASA, Inc.* de juin laisse son sort incertain.

Plus largement, c'est la vision d'une société multiculturelle et combattant activement les préjugés de race et de genre qui est remise en cause par l'administration Trump II. L'assaut identitaire se poursuit en effet avec le rejet des politiques de diversité, équité et inclusion (DEI), appliquées sous divers noms depuis les années 1960 mais qui ont connu un essor particulier[8] dans la fonction publique et le secteur privé dans les années 2010. Un décret présidentiel adopté au premier jour les proscrit dans toute l'administration fédérale ainsi que dans les entités liées à l'État par des contrats ou des subventions : entreprises, universités, organisations non gouvernementales (ONG)… Rejoignant aussitôt ce qui semble être un changement d'époque, de grandes entreprises privées, tel Walmart, McDonald's ou Meta, ont également renoncé à leurs initiatives en matière de DEI[9].

Mettre en place un nationalisme économique

Fidèle à une vision mercantiliste de la politique économique et commerciale que beaucoup d'économistes jugent réductrice, le président Trump a relancé dès le printemps 2025 la guerre tarifaire de son premier mandat. Ses termes diffèrent suivant les partenaires commerciaux visés et ne sont pas encore définitifs ; ses effets, encore moins[10].

La droite chrétienne ultra-réactionnaire : un projet intégraliste

Le courant de la droite religieuse autour de Trump offre beaucoup de recoupements et de connexions avec les propositions venues de la droite populiste. Ses motivations et objectifs ne sont toutefois pas parfaitement identiques.

8. P. Newkirk, « Diversity Has Become a Booming Business. So Where Are the Results? », *Time Magazine*, 10 octobre 2019.
9. E. Goldberg, A. Krolik et L. Boyce, « How Corporate America Is Retreating From D.E.I. », *The New York Times*, 13 mars 2025.
10. Voir l'article de Norbert Gaillard dans le présent dossier, « Le nationalisme économique de Donald Trump ».

État des forces et évolution

Toujours majoritaires aux États-Unis aujourd'hui avec 63 % de la population, les chrétiens américains se divisent[11] principalement en catholiques (19 %) et protestants (40 %). Ces derniers regroupent des églises pratiquant un protestantisme tempéré (11 % des Américains appartiennent à des églises *mainstream*, tandis que 5 % se déclarent membres d'églises « historiquement noires ») ainsi que des dénominations fondamentalistes et évangéliques très conservatrices et politisées, qui se maintiennent autour de 23 %.

Apparus à la fin du XIXe siècle, les fondamentalistes refusent le monde moderne et considèrent que la Bible doit être interprétée littéralement. En 1925, dans le Tennessee, ils lancent un procès contre un instituteur ayant enseigné la théorie de l'évolution. Ce procès dit « du singe » les ridiculise mais donne beaucoup d'écho à leur mouvement. Dans les années 1970, ils sont rejoints par les évangéliques. Héritiers des « grands réveils » des siècles passés – périodes pendant lesquelles des prédicateurs de talent ont parcouru la Grande-Bretagne et les États-Unis, suscitant de nombreuses conversions –, les évangéliques étaient restés jusqu'alors complètement en dehors du champ politique. Ulcérés par les mesures de déségrégation dans les écoles et par l'autorisation fédérale de l'avortement en 1973, ils se mobilisent contre le président Carter (pourtant l'un des leurs) et s'inscrivent désormais très à droite. Ils ont leurs entrées à la Maison-Blanche dans les années 1980, le président Reagan étant très proche du télévangéliste Billy Graham et du pasteur et militant conservateur Jerry Falwell.

Les fondamentalistes considèrent que la Bible doit être interprétée littéralement

Cette droite religieuse a été rejointe au fil du temps par de nombreuses personnalités juives et catholiques. Ces dernières, dont le vice-président James D. Vance est l'un des principaux visages, se réclament d'une école « intégraliste » qui espère pouvoir mettre fin à la séparation de l'Église et de l'État aux États-Unis – pourtant garantie par le premier amendement à la Constitution –, en « intégrant » le politique et le religieux dans la vie publique du pays[12].

11. « Religious Landscape Study 2023-2024 », Pew Research Center, 26 février 2025.
12. Quoique très proches dans leur démarche, les « intégristes » catholiques européens reçoivent ce qualificatif car ils souhaitent un respect « intégral » de la doctrine chrétienne.

Les mesures d'ordre religieux engagées à l'été 2025

Au printemps 2025, diverses structures ont été créées dans l'administration pour mettre en œuvre la vision religieuse ultra-conservatrice de certains conseillers du président. Comme le recommande le *Project 2025*, elles poursuivent plusieurs objectifs dans la sphère sociétale.

Le Bureau de la foi de la Maison-Blanche a été rétabli par Donald Trump dès le 7 février 2025. Sous la conduite de la pasteure Paula White-Cain, il a pour mission de donner un ancrage juridique aux principes de la morale chrétienne la plus réactionnaire dans la vie quotidienne des Américains. Il recommande de mieux payer les personnes qui doivent travailler le dimanche, de renforcer les financements publics aux écoles confessionnelles *via* un système de bons (*vouchers*) ou de nommer des « agents de liaison pour la foi » dans toutes les agences fédérales. Déjà mentionnée, la fin des mesures de DEI au niveau fédéral est totalement reprise à son compte par le Bureau de la foi, particulièrement en ce qui concerne les personnes LGBT. Il travaille ainsi activement à réserver le droit d'adoption aux couples constitués d'un père et d'une mère. Signe des temps, ce Bureau de la foi avait été créé par le président George W. Bush en 2001, mais il s'agissait alors d'aider des ONG religieuses à obtenir des subventions publiques pour financer des structures d'accueil pour personnes en difficulté ou des programmes de réinstallation des réfugiés. Des programmes qui ont d'ailleurs été suspendus par le président dès le 20 janvier.

Un groupe de travail porté par la ministre de la Justice (*Attorney General*) Pam Bondi a pour mission, depuis février, de lutter contre les « préjugés anti-chrétiens » dans le gouvernement fédéral. Il a pour cible les poursuites judiciaires intentées contre les militants anti-avortement et les mesures adoptées par le département de l'Éducation sous Biden contre les groupes étudiants anti-LGBT.

Si les structures sont en place, leurs efforts ne se sont pas encore concrétisés, faute de temps mais aussi face aux réactions effectives ou attendues de la société civile. Créée le 1er mai, la *Religious Liberty Commission*, qui cherche à autoriser les temps de prière à l'école, n'a pas eu pour l'heure gain de cause. L'affichage des Dix Commandements dans les écoles publiques, décrété par l'État de Louisiane, a été bloqué le 20 juin 2025 par la Cour d'appel fédérale de la Nouvelle-Orléans sur le recours de parents d'élèves. Surtout, alors que le *Project 2025* mentionne à plusieurs reprises la question si épineuse du droit à l'avortement, recommandant par exemple l'interdiction de la prescription à distance et de l'envoi postal des pilules abortives, les responsables autour de Trump ne sont pas encore passés à l'offensive.

Le versant religieux du projet trumpiste semble donc moins avancé que le versant autoritaire.

Le libertarisme de la Silicon Valley et ses multiples dérivations

Deux courants principaux

Le libertarisme américain (ou libertarianisme) est une utopie qui propose d'établir une société dans laquelle l'autorité de l'État aurait disparu, tandis que la loi du marché serait étendue à toutes les sphères d'activité humaine. Il s'agit en d'autres termes d'une version portée à l'extrême du libéralisme. C'est l'idéologie la plus innovante de la sphère trumpiste, surtout vu de France, pays marqué par la tradition libertaire ou anarcho-syndicaliste d'extrême gauche et son chef de file Pierre-Joseph Proudhon (1808-1865).

La Constitution de 1787 établissait déjà le principe d'un gouvernement limité (*small government*). C'est sans doute pourquoi l'émergence de courants politiques véritablement libertariens s'est faite assez tardivement aux États-Unis : la *Old Right* se structure dans les années 1930 en réaction au *New Deal* qui a vu l'emprise de l'État fédéral augmenter fortement. Beaucoup de penseurs étayent alors la réflexion du mouvement, dont la journaliste Rose Wilder Lane (*The Discovery of Freedom: Man's Struggle Against Authority*, 1943), l'économiste Friedrich Hayek (*La Route de la servitude*, 1944) et surtout la romancière Ayn Rand (*La Grève*, 1957). Cette dernière pose l'individualisme en principe de vie absolu, ce qui la conduit à célébrer l'égoïsme et l'athéisme. L'attitude résolument isolationniste de la *Old Right* est cependant incompatible avec les engagements du pays contre l'Allemagne nazie puis la Russie communiste, et son influence s'étiole peu à peu. Si le Parti libertarien fondé en 1971 reste confidentiel, privilégiant une stratégie plus éducative qu'électoraliste, la cause libertarienne connaît un âge d'or durant cette décennie grâce à une brève alliance avec la gauche sur la question de la guerre du Vietnam et la fondation du Cato Institute en 1977. Avec la victoire de Reagan en 1980, le Parti républicain reprend certaines de ses idées et coopte ses grandes figures, tels le représentant du Texas Ron Paul puis son fils Rand Paul, sénateur du Kentucky depuis 2011.

Parmi les diverses écoles du libertarisme américain identifiées par Sébastien Caré[13] dans les années 2000, deux ont pris le dessus et convergent aujourd'hui autour de Trump :

13. S. Caré, *Les libertariens aux États-Unis. Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

• Les « paléo-libertariens » sont les héritiers des anciens Démocrates des États du sud, devenus libertariens par hostilité envers l'État fédéral et nostalgie de la Sécession. Leurs propositions en matière d'anarchie sont en réalité assez minimalistes car seule l'autorité de l'État doit disparaître, les autorités religieuses et patriarcales gardant pour leur part toute leur place dans une vision sociétale extrêmement réactionnaire. Ils sont aussi fermement opposés aux interventions en politique étrangère. Leur aura s'est beaucoup accrue depuis la pandémie de Covid-19 en 2020 : exaspérés par les obligations de confinement et de vaccination, beaucoup d'Américains se sont en effet tournés vers leurs théories.

• Inspirés par des auteurs de science-fiction tel Isaac Asimov, les « tech-libertariens » vivent dans la certitude d'un progrès technologique à la fois perpétuel, bénéfique et entièrement porté par le secteur privé. À terme, le transhumanisme devrait ainsi conférer l'immortalité à quelques *happy fews*. Ils se sont naturellement passionnés pour les technologies du numérique et la société parfaite que la Toile peut selon eux générer en dehors de toute intervention de l'État. La politique antitrust menée par Joe Biden entre 2021 et 2024 a fait basculer les patrons de la tech dans cette vision libertarienne. À l'inverse des paléo-libertariens déclinistes, leur enthousiasme pour l'innovation et l'entrepreneuriat leur permet de développer des projets relevant du « techno-optimisme » ou du « techno-solutionnisme ».

La politique antitrust menée par Joe Biden a fait basculer les patrons de la tech

La rencontre des paléo- et des tech-libertariens s'opère autour des oligarques pro-Trump Peter Thiel (dès 2016), Marc Andreessen, David Sacks et (brièvement) Elon Musk[14], entraînant une réactualisation de tout l'édifice intellectuel du libertarisme américain. Au-delà de l'influenceur Curtis Yarvin, les travaux de Hans-Hermann Hoppe développent[15] le modèle d'un ordre naturel fondé sur la propriété privée et, à ses yeux, bien supérieur à la démocratie. Qu'il parle de techno-monarchisme, de techno-féodalisme ou de techno-césarisme, Hoppe propose un gouvernement minimal porté par un dirigeant autoritaire et les moyens de la tech. Il explique plus précisément qu'un PDG-monarque non élu serait le meilleur gestionnaire des intérêts du pays – un pays dans lequel des entités géographiques auraient par ailleurs la possibilité de faire sécession de

14. M.-O. Bherer, « Sébastien Caré, politiste : "C'est au paléo-libertarianisme que se sont ralliés différents techno-milliardaires proches de Trump comme Elon Musk ou Peter Thiel" », *Le Monde*, 22 mai 2025.
15. H.-H. Hoppe, *Démocratie, le dieu qui a échoué*, Résurgences, 2020.

l'État *via* des *gated communities*, des villes franches ou des systèmes de cyberdéfense privés.

Les mesures libertariennes engagées à l'été 2025

Si les mesures de contournement des contre-pouvoirs et d'affaiblissement de l'administration fédérale adoptées au printemps 2025, déjà décrites ci-dessus, correspondent à première vue à l'agenda libertarien, ce qui se dessine n'est pas un retour à l'idéal de *small government*. Il s'agit au contraire d'un renforcement de l'autorité du président vis-à-vis de toutes les autres formes de pouvoir.

Les autres mesures d'essence libertarienne prévues par le *Project 2025* sont elles aussi appliquées avec un succès et une cohérence variables. Les oligarques de la tech devenus trumpistes cherchent d'abord à briser les tentatives de régulation de leur activité et de taxation de leurs revenus au niveau fédéral, dans les États et à l'étranger (l'Union européenne est particulièrement visée). Dès janvier, l'entreprise Meta annonçait ainsi renoncer à ses timides efforts de modération des contenus haineux, désormais qualifiés de « censure en ligne ». De même, la grande loi fiscale et budgétaire OBBBA, que Donald Trump a pu signer comme prévu le 4 juillet, proroge et élargit les baisses d'impôts déjà engagées en 2017. Selon le Bureau du budget du Congrès américain, elle devrait toutefois alourdir le déficit fédéral de 3 000 milliards de dollars sur les dix prochaines années, ce qui suscite le courroux de son ancien conseiller libertarien Elon Musk.

Un effort législatif est par ailleurs en cours à l'été 2025 pour mettre en place une régulation fédérale de l'industrie du Bitcoin – un moyen idéalement libertarien de gérer une monnaie sans banque centrale. Ses promoteurs républicains soulignent les effets de stabilisation et de stimulation du marché, ainsi que la protection des consommateurs qu'elle doit apporter. Ses critiques jugent le cadre insuffisant, soulignant au contraire le conflit d'intérêts causé par l'implication du président et de sa famille dans l'industrie des cryptomonnaies, qui leur aurait déjà rapporté 620 millions de dollars depuis son investiture[16].

L'une des ruptures les plus nettes avec l'idéologie libertarienne est peut-être – pour l'heure – le revirement du président Trump en matière de politique étrangère. Là où les émules de Peter Thiel comptaient sur un

16. T. Maloney, A. Massa et D. Pogkas, « Trump's $620 Million of Quick Crypto Riches Reshapes His Fortune », *Bloomberg*, 2 juillet 2025.

arrêt des interventions américaines à l'étranger, ils ont assisté en juin à des frappes contre les installations nucléaires iraniennes et en juillet à l'annonce d'une reprise des livraisons d'armes à l'Ukraine…

Le bilan libertarien de l'administration Trump II reste donc pour le moment également en demi-teinte.

Une dynamique d'ensemble difficile à maintenir

Dans les années 1950, l'éditeur de la revue conservatrice *National Review*, Frank S. Meyer, avait théorisé une synthèse politique entre conservateurs sociétaux, libéraux économiques et « faucons » hostiles à l'URSS. Sous le nom de « fusionnisme », ce programme a fonctionné à plein sous les deux mandats de Ronald Reagan. Ces dernières années, les rédacteurs du *Project 2025* ont tablé sur la mise en route d'une nouvelle version du fusionnisme, unissant un axe nationaliste conservateur et autoritaire, la vision d'une société religieuse et réactionnaire, et une remise en cause de l'État appuyée sur l'usage des nouvelles technologies. Une politique étrangère en retrait y serait associée. Un style de communication similaire – appuyé sur des médias alternatifs, faisant grand usage des mèmes sur internet, volontiers agressif et avec une appétence pour les théories du complot – pouvait dans un premier temps donner une apparence d'unité à leurs projets.

En réalité, les courants idéologiques de l'administration Trump II sont difficilement compatibles. Les conservateurs sont occupés à fermer les frontières et à renforcer l'autorité du président, tandis que les libertariens sont favorables à l'immigration de travail et très peu nationalistes. Quant à la droite religieuse, elle n'accepte pas le matérialisme des barons de la tech ni leurs expérimentations avec le vivant. Même les libertariens se divisent entre paléo-déclinistes et tech-optimistes. Le départ d'Elon Musk est le signe qu'un nouveau fusionnisme n'a pu se mettre en place ces derniers mois.

Le décompte des mesures engagées à l'été 2025 montre, qu'au sein de la nébuleuse idéologique présidentielle, ce sont les voix du nationalisme autoritaire et conservateur qui l'emportent sur celles du religieux et du libertarisme tech. L'influence de la présente administration en Europe se fait d'ailleurs sur ces thèmes dits « civilisationnels »[17], relayée dans cette tâche par les responsables de la Heritage Foundation[18].

17. S. Samson, « The Need for Civilizational Allies in Europe », profil Substack du département d'État américain, 27 mai 2025.
18. I. Trippenbach, « The Heritage Foundation, les missionnaires du trumpisme à l'assaut de l'Europe », *M, le magazine du Monde*, 18 juin 2025.

* * *

La Constitution rédigée par les Pères fondateurs en 1787 avait pour objectif de rendre impossible l'établissement d'une tyrannie aux États-Unis. La nouvelle république était protégée d'un potentiel président prédateur par un système d'institutions équilibrées (*checks and balances*) et une déclaration des droits. Cinquante ans plus tard, Alexis de Tocqueville identifiait dans la société américaine des caractéristiques qui l'armaient particulièrement bien pour exercer la démocratie : le principe d'égalité des chances, la vitalité de la société civile, une disposition pour la modération et le compromis. Les dérives actuelles constituent une remise en cause inédite de ces garde-fous traditionnels.

PF

Mots clés
Donald Trump
Système politique américain
Idéologies
Libertarisme